

Atelier d'écologie politique toulousain

Toulouse studies in political ecology

— Manifeste —

Résumé

De nombreux chercheurs et chercheuses, des sciences de la Vie, de la Terre et du Climat, comme des sciences humaines et sociales, documentent les multiples aspects du réchauffement climatique et des bouleversements écologiques. Ils étudient leurs effets différenciés sur les milieux et les sociétés qui y sont confrontés ; ils analysent également les structures (politiques, sociales, économiques, techniques), les processus et les pratiques qui ont contribué à créer cette situation critique ; ils élaborent et évaluent, enfin, des façons de fonctionner différemment afin de s'en prémunir ou de s'y adapter. Nous souhaitons par le présent projet participer à la construction, à Toulouse et en région Occitanie, d'une communauté pluridisciplinaire de scientifiques travaillant sur tous les aspects liés aux bouleversements écologiques, pour tisser des liens entre ces connaissances dispersées et réfléchir à la façon de les partager avec l'ensemble de la société ; afin de travailler avec elle aux moyens de changer en profondeur les modes de fonctionnement socio-économiques actuels.

Face aux menaces à très court terme qui pèsent sur l'humanité, beaucoup de chercheurs ressentent l'obligation morale de partager et utiliser ces savoirs pour tenter de modifier le cours de cette trajectoire que tous les indicateurs annoncent mortifère, mais se sentent impuissants face à la complexité de phénomènes et d'enjeux qui dépassent très largement chacune des disciplines spécialisées. Si certains peuvent se sentir isolés, pris par leur quotidien professionnel, d'autres sont déresponsabilisés par l'injonction à tenir un discours scientifiquement neutre vis-à-vis des enjeux sociétaux, des valeurs en jeu, du politique en général, visant une neutralité axiologique – plutôt illusoire. En effet, le discours scientifique sur les bouleversements environnementaux, fondé sur des recherches rigoureuses, est, de fait, politique, mais son impact reste limité, et sa prétendue neutralité le dépossède de toute influence – lorsqu'il ne sert pas à « verdir » les logiques d'investissement, d'innovation, de « gouvernance » et d'aménagement qui ont conduit à l'impasse écologique actuelle. Nous affirmons donc avec [Sciences citoyennes](#) que la responsabilité des chercheurs et chercheuses est proportion de leur « savoir et que nul ne peut s'exonérer de sa responsabilité au nom de son impuissance s'il n'a fait l'effort de s'unir à d'autres ».

Nous envisageons ce programme de partage des savoirs et des méthodologies comme un outil pour dépasser cette relégation publique des connaissances scientifiquement fondées. Cet atelier entend restituer la complexité et la multiplicité des phénomènes mêlant « nature et culture », en prise avec l'actualité des interrelations entre humains et non-humains. Cela correspond à un programme encore quasi-inexistant au niveau institutionnel de la recherche en France, celui de l'écologie politique. Cette expression d'« écologie politique » renvoie au champ académique qui s'est structuré dans le monde anglo-saxon et latino-américain et qualifie au plus près notre projet. Prenant acte de la responsabilité sociétale découlant des observations scientifiques, il s'agit de mettre en dialogue, par des ateliers ouverts, les connaissances scientifiques et les débats sociaux, économiques et politiques sur l'avenir qu'il reste à construire. La structuration de cette communauté prendra la forme d'un séminaire de recherche lancé en 2018-2019. Elle a été amorcée en septembre 2018 par un festival scientifique, co-organisé avec le mouvement associatif Alternatiba, exposant tous ces aspects au public toulousain (<https://alternatives.sciencesconf.org/>).

Le séminaire de recherche d'écologie politique (SÉMÉCOL) est soutenu par le Labex SMS (Structuration des mondes sociaux) et parrainé par Catherine Jeandel, chercheuse en océanographie et géochimie (laboratoire LEGOS, CNES-CNRS-IRD-Université Toulouse Paul Sabatier) et Christophe Bonneuil, chercheur en histoire des sciences (Centre Koyré d'Histoire des Sciences et des Techniques, UMR CNRS-EHESS-MNHN).

L'atelier est soutenu par l'Université fédérale de Toulouse et un partenariat est en cours de constitution avec le Muséum de Toulouse.

Argumentaire d'ensemble

Lors de l'EuroScience Open Forum à Toulouse, le 10 Juillet 2018, une session était consacrée à « l'après COP21, les enjeux pour le changement climatique », modérée par Jean Jouzel, avec Laurent Fabius qui présida à l'accord de Paris 2015 et les spécialistes mondialement reconnus Thomas Stocker (physicien climatologue) et Camille Parmesan (biologiste écologue). Le constat des évolutions depuis fin 2015 est très sévère. Les dernières analyses du GIEC (*Special report 1.5* d'octobre 2018) sont toujours plus pessimistes : les impacts du changement climatique, déjà observables aujourd'hui, s'accroissent rapidement ; les effets prévisibles d'un réchauffement moyen de 2 degrés Celsius sont au moins deux fois plus préoccupants que ceux pour 1,5 degrés (vulnérabilité des calottes glaciaires, augmentation rapide des phénomènes climatiques extrêmes, conséquences inquiétantes de l'acidification des océans). Pourtant, les émissions de gaz à effet de serre et les activités humaines destructrices de l'environnement ne prennent même pas le chemin d'une inflexion, rendant dès à présent caduques les objectifs déjà très insuffisants de la COP21. Les trajectoires crédibles « si on continue ainsi » sont plus proches de 3 à 4 degrés à l'horizon de quelques décennies, avec des conséquences à peine imaginables mais assurément désastreuses¹. Au niveau scientifique, la session s'est conclue par un appel à l'interdisciplinarité, tant il est urgent de mieux comprendre comment ce sujet est interconnecté à l'ensemble des bouleversements écologiques (dégradation et contamination généralisées des milieux, érosion fulgurante de la biodiversité, etc.), comportant des menaces de grande ampleur sur la santé et l'alimentation, sans parler de la géopolitique et de l'accroissement des inégalités. Pour diminuer drastiquement l'impact destructeur des activités humaines, les intervenants ont déclaré leur accord sur la nécessité de revoir, en priorité, nos modèles socio-économiques. Et le changement de cap doit être pris nettement d'ici 2020, comme y appelle le secrétaire général des Nations unies, qui incite la société civile du monde entier à faire pression sur les dirigeants et à leur demander des comptes².

Un tel consensus sur l'urgence et l'ampleur de la situation exige une perspective d'écologie politique. Nous considérons celle-ci simplement comme la prise en compte de l'éminente responsabilité sociétale découlant des analyses scientifiques quant aux menaces dues aux bouleversements écologiques en cours, tant « Savoir et ne pas agir, ce n'est pas savoir »³. En effet, l'observation et l'objectivation des conséquences complexes et de plus en plus désastreuses de l'activité humaine engage les scientifiques. Leur savoir doit non seulement participer à informer la société mais aussi à travailler avec elle sur les moyens de faire face à la situation, et par conséquent à changer ce qui nous y a amené. Ce travail tellement urgent ne peut réussir que si la communauté scientifique fait d'abord circuler ses savoirs et confronte ses problématiques au sein même de l'ensemble hétéroclite des disciplines concernées. Le dialogue entre sciences « dures » et sciences humaines est notamment essentiel pour prendre en compte tant les données et projections physiques, climatiques, écosystémiques, que la complexité de l'action humaine.

Un autre échange, tout aussi essentiel, est celui des scientifiques avec l'ensemble des citoyens, non pas sur un simple modèle vertical ou descendant (transmission de la connaissance), mais dans un véritable dialogue pour une reprise en main démocratique des trajectoires de nos sociétés, guidées depuis deux siècles par certains soi-disant progrès techniques dénués de réflexivité⁴ (pour un progrès réel, combien de gadgets addictifs, polluants et énergivores ? Pour un résultat « innovant », combien de dégâts collatéraux ni évalués ni anticipés, voire plus cyniquement passés sous silence ?). La part de responsabilité de la sphère techno-scientifique dans la situation actuelle est flagrante (bien qu'elle ait aussi porté parfois une parole contestatrice). Sans rejeter les nouveaux moyens technologiques, il faut en mesurer les justifications, les intérêts en présence et les effets de démobilité potentiels, car les solutions sont aussi, et peut-être avant tout, politiques et citoyennes. Une position humble des chercheurs et le partage des savoirs sont les meilleures dispositions pour préserver et développer l'héritage rationnel qui nous est cher.

¹ Catherine Jeandel : <<https://www.terrestres.org/2018/10/15/vers-une-terre-en-surchauffe/>>.

² « Climat : "Nous devons rompre avec la paralysie", dit Antonio Guterres », *Le Monde*, 10/09/2018.

³ Formule attribuée à Lao Tseu, citée par Bruno Latour, *Face à Gaïa*, Paris, La Découverte, 2015, p. 185.

⁴ François Jarrige, *Techno-critiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2014.

Le désastre annoncé peine à mobiliser. Se mélangent sans doute l'effet de sidération, le sentiment d'impuissance face à la complexité des phénomènes en jeu, l'impression d'être éloigné des problèmes à venir, ou encore l'idée que la vertu individuelle (ces petits gestes du quotidien, ces changements de consommation, certes indispensables mais insuffisants), est la seule forme d'action possible dans un contexte de dissolution des collectifs. Aux solutions (ou mirages) « technicistes » et aux multiples formes de dépossession, d'incrédulité ou de repli que peut produire la perspective de la catastrophe écologique à venir, ce groupe de travail veut opposer la multiplicité des expériences et des imaginaires passés et présents, qui sont autant de germes pour inventer un futur conciliant les intérêts des collectifs humains et non-humains. De façon plus opérationnelle, l'objectif est aussi de contribuer à identifier les sources de blocage, institutionnelles et autres, auxquelles il convient de s'affronter, et d'aider à concevoir les leviers d'action à la mesure de l'enjeu.

Certains discours « catastrophistes » comme « ultra-progressistes » ou « prométhéens » imposent également de décoder les dangers dont ils peuvent être porteurs. Les sociétés humaines ont de longue date modifié leurs environnements, parfois brutalement, mais ce n'est que relativement récemment que ces interrelations ont basculé du côté de la dégradation d'échelle globale (quoique les responsabilités ne soient pas réparties de manière homogène dans le monde ni entre tous les humains). L'analyse montre que des discours et des pratiques sur l'environnement peuvent véhiculer des responsabilités simplistes, proclamer que la solution passerait par des mesures d'exclusion ou par un pilotage par le haut ; l'invocation du « bien commun » peut également servir des intérêts particuliers (comme par exemple souvent dans les mondes coloniaux et post-coloniaux). La co-construction d'un récit scientifique du changement climatique et des autres déséquilibres globaux⁵, de leurs causes et de l'actualité de leurs évolutions, doit permettre de faire sens de ces bouleversements historiques sans précédent et qui engagent la survie et la dignité humaine. Les chercheuses et les chercheurs doivent apporter leur contribution à cette compréhension partagée des enjeux. S'impliquer dans l'arène des débats sur le sujet relève même d'une nouvelle nécessité. Car participer aux réflexions sur le futur commun et inciter tout le monde à s'en saisir, c'est aussi s'engager à prévenir la mise en place d'options ou de modes de gouvernance non démocratiques qui risqueront de poindre à mesure que la crise écologique s'approfondira.

L'Atelier d'écologie politique toulousain consiste donc à faire émerger et à structurer une communauté scientifique se reconnaissant dans l'écologie politique, c'est-à-dire dans le dialogue entre connaissances scientifiques et débats sociaux et politiques sur l'avenir à construire, à l'échelle d'une métropole et d'une région où la richesse de la recherche couvre l'ensemble des domaines concernés par ces bouleversements (sciences du climat, écologie, agronomie, médecine, physique, chimie, ingénierie, etc.) et par les sociétés qui doivent y faire face et tenter d'y répondre (sciences humaines et sociales). Cette communauté n'existe pas encore mais elle se cherche, à travers par exemple l'émergence du « Réseau d'expertise sur les changements climatiques en Occitanie », dont les objectifs sont proches dans la volonté de « structurer les acteurs régionaux de la recherche » sur le réchauffement climatique, à « l'interface entre recherche et action locale » impliquant aussi les acteurs non-académiques, mais ciblés sur les diagnostics et les adaptations territoriales. Un autre réseau toulousain pluri-disciplinaire se crée actuellement sur les risques et leur construction sociale. Notre atelier va pouvoir se mettre en synergie avec ces initiatives.

Nous invitons les chercheuses et chercheurs de toutes disciplines qui se retrouvent dans cette démarche à participer à cet atelier et à s'en emparer sur la base de ce manifeste.

Genèse et lancement du projet

C'est grâce aux discussions engagées autour du thème « humain/non-humain » de l'édition 2018 du festival « L'histoire à venir » que l'initiative a été lancée par Jean-Michel Hupé (chercheur engagé dans une conversion thématique en rapport avec les bouleversements écologiques), Laure Teulières (historienne assurant un cours sur « enjeux environnementaux et histoire de l'écologie ») et Steve Hagimont (interrogeant la fabrique sociale et culturelle des questions environnementales dans sa thèse

⁵ Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement anthropocène. La terre, l'histoire et nous*, Paris, Le Seuil, 2013.

sur le tourisme montagnard sur le temps long).

Un atelier d'écologie politique est apparu comme un dispositif évolutif pour mettre en œuvre une réflexion inter et transdisciplinaire en structurant souplement un réseau de chercheurs, et permettant de porter leur autre mission, souvent négligée et pourtant essentielle : celle du partage des savoirs et de leur valorisation. La première action a été d'organiser un festival scientifique grand public lors des rencontres Alternatiba à Toulouse (19-27 septembre 2018) afin d'interroger les bouleversements écologiques et les changements sociétaux à envisager pour y faire face : <<https://alternatives.sciencesconf.org>>

Séminaire d'écologie politique

L'atelier d'écologie politique lance à l'automne 2018 un séminaire de recherche ouvert au public autour du fil rouge « *Faire récit face à l'enjeu écologique* » permettant de tisser des liens entre toutes les disciplines, de mettre en avant la nécessité réflexive des discours scientifiques, et d'interroger par ailleurs les façons et moyens de transmettre et mettre en débat ces enjeux avec la société dans son ensemble. Le dialogue entre disciplines, notamment entre sciences dites « dures » et sciences humaines, est indispensable pour faire émerger des récits originaux et scientifiquement fondés sur les bouleversements sans précédent auxquels nous sommes confrontés. Il s'agira notamment de comprendre comment nos sociétés en sont arrivées là, en mesurant pleinement les effets d'inertie, la part des rapports de force, et comment les phénomènes s'amplifient désormais. Loin de tout déterminisme, les trajectoires enclenchées depuis deux siècles auraient pu être autres, le culte du progrès et de la croissance sont des idées récentes dans l'histoire de l'humanité, d'autres conceptions plus rationnelles (et efficaces) pourraient être suivies.

Soutenu dans le cadre du Labex SMS (Structuration des mondes sociaux), le séminaire (SÉMÉCOL) est coordonné par Laure Teulière, avec Gaël Plumecocq et Julien Rebotier ; il est parrainé par Catherine Jeandel et Christophe Bonneuil.

La séance inaugurale « *Faire récit du changement environnemental global : de l'anthropocène au rapport 2018 du GIEC (Special Report 1.5)* » (07/12/2018), à l'Hôtel d'Assézat à Toulouse, croise les approches de l'historien des sciences Christophe Bonneuil (Centre Koyré d'Histoire des Sciences et des Techniques, UMR CNRS-EHESS-MNHN) et de Roland Séférian, ingénieur-chercheur en modélisation climatique (CNRM-GAME, UMR CNRS-Météo-France).

Scientifiques membres de l'atelier & contacts

Jean-Michel Hupé, CR CNRS en sciences cognitives, Centre de Recherche Cerveau et Cognition (CerCo), UMR Université Toulouse Paul Sabatier - CNRS
<[jean-michel.hupe\[at\]cnrs.fr](mailto:jean-michel.hupe[at]cnrs.fr)>

Laure Teulière, maîtresse de conférences en histoire contemporaine, laboratoire France, Amérique, Espagne - sociétés, pouvoirs, acteurs (FRAMESPA), UMR CNRS - Université Toulouse Jean-Jaurès
<[laure.teulieres\[at\]univ-tlse2.fr](mailto:laure.teulieres[at]univ-tlse2.fr)>

Steve Hagimont, ATER et docteur en histoire contemporaine, laboratoire France, Amérique, Espagne - sociétés, pouvoirs, acteurs (FRAMESPA), UMR CNRS - Université Toulouse Jean-Jaurès
<[steve.hagimont\[at\]univ-tlse2.fr](mailto:steve.hagimont[at]univ-tlse2.fr)>

Frédéric Durand, professeur en géographie, Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST), UMR CNRS - Université Toulouse Jean-Jaurès.

Gaël Plumecocq, CR INRA en économie, laboratoire Agroécologie, Innovations et Territoires (AGIR), UMR CNRS - INRA - ENSAT.

Julien Rebotier, CR CNRS en géographie, Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST), UMR CNRS - Université Toulouse Jean-Jaurès.

Michel Duru, DR INRA en environnement et agrologie, laboratoire Agroécologie, Innovations et Territoires (AGIR), UMR CNRS - INRA - ENSAT.

Simon Barbot, doctorant en océanographie, Laboratoire d'Études en Géophysique et Océanographie Spatiales (LEGOS), UMR CNRS - Université Toulouse Paul Sabatier - CNES - CLS.

Julian Carrey, professeur en physique, Laboratoire de Physique et Chimie des Nano-objets (LPCNO), UMR CNRS - INSA - UPS.

Sébastien Lachaize, maître de conférences en physique et chimie, Laboratoire de Physique et Chimie des Nano-objets (LPCNO), UMR CNRS - INSA - UPS.

Étienne-Pascal Journet, CR CNRS en biochimie et physiologie végétale, laboratoire Agroécologie, Innovations et Territoires (AGIR), UMR CNRS - INRA - ENSAT.

Yves Meyerfeld, ingénieur d'études CNRS, Laboratoire d'Aérodynamique (LA), CNRS - Université Toulouse Paul Sabatier - Observatoire Midi-Pyrénées.

Frédéric Boone, astronome adjoint, Institut de Recherche en Astrophysique et Planétologie (IRAP), UMR CNRS - Université Toulouse Paul Sabatier.

Fabrice Gangneron, ingénieur de recherche en sociologie environnementale, laboratoire Géosciences Environnement Toulouse (GET), UMR CNRS - Université Toulouse Paul Sabatier - Observatoire Midi-Pyrénées.

Béatrice Jalenques-Vigouroux, maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication, INSA.

Jérémy Cavé, docteur en aménagement urbain, chercheur indépendant en écologie urbaine et chargé d'enseignement à Sciences Po Toulouse.

Catherine Baron, professeure en aménagement de l'espace et urbanisme, Laboratoire d'Étude et de Recherche sur l'Économie, les Politiques et les Systèmes Sociaux (LEREPS), Sciences Po Toulouse.

Sabine Martin, ingénieure de recherche, Laboratoire de Recherche en Sciences Végétales (LRSV), CNRS - Université Toulouse Paul Sabatier.

Vanessa Léa, CR CNRS en archéologie, laboratoire TRACES, UMR CNRS - Université Toulouse Jean-Jaurès & Laboratoire d'Écologie fonctionnelle (EcoLab).

Fabienne Denoual, maîtresse de conférences en design, laboratoire Lettres, Langages et Arts-Création, Recherche, Émergence, en Arts, Textes, Images, Spectacles (LLA-CRÉATIS), Université Toulouse Jean-Jaurès.

Jean-Louis Hemptinne, professeur d'écologie et de didactique de l'écologie, directeur du laboratoire Évolution et Diversité Biologique, UMR CNRS - Université Toulouse Paul Sabatier – IRD.

Maya Mould, doctorante en écologie comportementale, Station d'Écologie Théorique et Expérimentale (SETE) de Moulis, UMR CNRS - Université Toulouse Paul Sabatier.

Tristan Loubes, doctorant en histoire environnementale, Université Paris-Est Marne-la-vallée (ACP) et Université de Montréal.

Sébastien Poublanc, ingénieur de recherche indépendant et docteur en histoire moderne, laboratoire France, Amérique, Espagne – sociétés, pouvoirs, acteurs (FRAMESPA), UMR CNRS - Université Toulouse Jean-Jaurès.

Hervé Philippe, DR CNRS, Station d'Écologie Théorique et Expérimentale (SETE) de Moulis, UMR CNRS - Université Toulouse Paul Sabatier.

Béatrice Roure, ingénieure de recherche indépendante en bio-informatique.